

## Ecole buissonnière pour les sans-papiers

**RUSSIE** • Dans ce pays, de nombreux enfants sont interdits d'école du fait que leurs parents n'ont pas de papiers de résidence en règle.



De nombreux enfants de sans-papiers ne vont pas à l'école, ce qui contrevient à la loi russe et à la Convention des droits de l'enfant.

suissesolidaire.org

**A** l'heure de la rentrée scolaire romande, où les élèves traînent des pieds pour rejoindre leurs classes, il faut rappeler que bien des petits Russes n'ont aucun accès à l'éducation. Ce sont les filles et les fils des citoyens russes sans-papiers dans leur propre patrie. Apatrides comme leurs parents, ces bambins n'existent tout simplement pas pour l'administration de ce pays.

Il y a quatre ans, le HCR lançait une campagne mondiale de 10 ans pour mettre fin à l'apatridie, abolir ce vide juridique dévastateur qui rend impossible la vie de millions de personnes dans le monde. Un des buts affichés: permettre à tous les nouveau-nés de recevoir un acte de naissance. Aujourd'hui, c'est le cas en Russie, même si les parents sont démunis de toute identité.

### 4 millions de citoyens russes apatrides

Rappelons que plus de 4 millions de Russes souffrent de cette iniquité administrative due à l'absence de propiska dans leur passeport intérieur. Celle-ci se réfère au statut administratif que le citoyen russe acquiert lorsqu'il enregistre son lieu de résidence. Cette inscription est l'unique clé d'accès à une existence bureaucratique et aux droits qu'elle procure.

En outre, pour recevoir un enregistrement de résidence permanente, il faut soit être propriétaire, soit avoir

la permission du propriétaire, ce qui sous-entend de multiples abus éventuels.

En Russie, curieusement, les droits individuels ne sont pas attachés aux personnes, mais à leur résidence. S'il n'y a pas de résidence, il n'y a pas de droit.

### Olga, une scolarité entre guillemets

Une citoyenne russe démunie de ce statut administratif donne donc naissance à un enfant au futur incertain. «On m'a dérobé mes papiers, mon argent, sans eux je n'ai pu déclarer le vol, me refaire des papiers d'identité. Je n'existais plus, je n'ai pu me marier. Quand j'ai été enceinte, il était impossible d'avoir un suivi gynécologique. Quant à l'accouchement, c'est aux urgences que ma fille Olga est née, seul lieu où les mères telle que moi peuvent enfanter», raconte Veronika, maman sans-papiers. «Pour que le personnel hospitalier me donne l'acte de naissance auquel j'ai droit, j'ai dû les supplier, pincer Olga pour qu'elle pleure un peu, pour qu'ils entendent qu'elle était-là, bien vivante. Malgré cet acte de naissance, ma fille, âgée de six ans aujourd'hui, n'a jamais pu connaître les bancs d'une classe. Sans cette propiska, ils ont toujours refusé de l'inscrire», continue-t-elle.

Une absurdité contrevenant à la loi russe N° 3266-1 de 1992, qui stipule que «l'accès à l'éducation est sans restriction aucune pour tous les enfants,

sans tenir compte de la présence ou non de l'enregistrement ou d'autres facteurs ou circonstances». Les injustices liées à la détention d'une propiska contredisent les principes de la Convention onusienne des droits de l'enfant.

Adoptée par la Russie en 1989, celle-ci stipule que les Etats-membres respectent et assurent la réalisation de tous les droits prévus par la Convention, pour chaque enfant de leur juridiction sans aucune discrimination. La loi prévoit également que le droit à l'éducation est réalisé sur la base de possibilités égales pour tous les enfants, indépendamment de leurs origines sociales, de leur situation financière, de celle des parents ou tuteurs légaux, ou de toute autre considération.

### Je rêve d'une existence normale

Veronika et des milliers de mères russes, elles aussi sans-papiers, rêvent que la loi soit appliquée, que leur progéniture puisse vivre comme leurs autres petits camarades, rechigner parfois de devoir aller à l'école et avoir une existence normale. En somme des espérances, comme tout un chacun.

Aujourd'hui, au pays des sans-papiers, le futur de ces enfants-là est déjà tout tracé. ■

Pierre Jaccard

Infos supplémentaires sur [www.suissesolidaire.org](http://www.suissesolidaire.org)

## LA CHRONIQUE FÉMINISTE

### Marlène Schiappa ou la défense des droits des femmes

Dimanche dernier, le matin, sur France-Inter, tout en préparant à manger, j'ai écouté l'interview de Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes du gouvernement Macron depuis le 17 mai 2017. Une sacrée tchatche, la Schiappa! Elle a une énergie à renverser les murs et, malgré quelques questions perfides des journalistes, a répondu à tout. On se réjouit qu'une pareille conviction soit mise à la défense des droits des femmes, on a l'impression, en l'entendant énumérer tout ce qu'elle a déjà entrepris et va entreprendre, que les choses vont enfin bouger.

Mais qui est Marlène Schiappa? Née en 1982 à Paris, elle obtient une licence en communication puis un master en lettres modernes. En 2007, elle démissionne de son poste chez Euro RSCG (agence de pub dont Vincent Bolloré est le président du conseil d'administration depuis 2005 et devenu Havas worldwide, ndr), afin de s'occuper de sa fille, et s'établit à son propre compte. Elle réalise cependant les difficultés de conjuguer sa vie professionnelle et familiale et crée le réseau Maman travaille, en 2008, qui connaît un rapide succès (environ 8'000 visiteurs par jour, plus de 8 millions de visites depuis sa création). Parmi les 10 propositions portées par l'association auprès des entreprises et des responsables politiques, la première concerne l'allongement et le meilleur paiement du congé paternité. Elle organise des journées Maman travaille, ainsi que des ateliers et des conférences.

Marlène Schiappa est l'auteure de chroniques et d'ouvrages sur l'égalité entre les femmes et les hommes, et sur la sexualité, notamment Plafond de mère. Les mécanismes qui freinent la carrière des femmes, Le Deuxième sexe de la démocratie. Où sont les violeurs? Essai sur la culture du viol, premier essai en France sur la culture du viol.

En 2013, Europe 1, Le Parisien et Frenchweb l'ont classée en 6e position du Top 100 des personnalités qui font le web, dans la catégorie «Influenceurs sociaux».

En mars 2014, elle devient adjointe au maire du Mans, chargée de l'égalité, de la lutte contre les discriminations et de la charte LGBT; en mars 2016, elle fait partie du cabinet de Laurence Rossignol, ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes. Dans le cadre de l'élection présidentielle de 2017, elle s'engage derrière Emmanuel Macron, dont elle devient l'une des 100 délégué-e-s sur le territoire. Le 17 mai 2017, elle est nommée secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le gouvernement Edouard Philippe. Elle prépare un projet de loi contre les violences sexistes et sexuelles, qui prévoit notamment de verbaliser le harcèlement de rue, d'allonger la prescription des crimes sexuels sur mineurs et de créer une présomption de non-consentement pour les enfants. Il inclut le cas des hommes et des garçons ayant subi des fellations forcées ou ayant été contraints de pénétrer l'auteur du viol. L'action de son ministère est l'objet d'une médiatisation importante, notamment grâce à l'affaire Harvey Weinstein et aux mouvements #MeToo et #BalanceTonPorc.

Un itinéraire impressionnant. Elle défend des causes justes: l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment salariale, la promotion du congé parental, la multiplication des crèches, la lutte contre le harcèlement sexuel et les violences. Il semble que tout le monde devrait adhérer à ces combats et aux valeurs qu'ils sous-tendent. Eh bien non. Dès qu'on parle d'égalité des droits, qu'on promet la liberté des femmes, on suscite des réactions agressives, voire violentes, de la part d'un certain nombre d'hommes, comme de femmes, d'ailleurs. Parce que cela remet en cause les schémas sur lesquels fonctionnent les sociétés depuis la nuit des temps. Des mâles se sentent fragilisés par les revendications féministes, atteints dans leur virilité. Dans cette interview, Marlène Schiappa disait qu'elle recevait quotidiennement des dizaines d'insultes, menaces, et menaces de mort.

En dehors de la maternité, les femmes ont toujours été niées, interdites d'instruction, privées de droits. Et quand, malgré tous les obstacles dressés devant elles, certaines devenaient de grandes artistes ou scientifiques, elles étaient critiquées, rejetées, oubliées. La liste est longue, je vous renvoie au Dictionnaire universel des créatrices en 3 volumes, ed. des femmes, 2013. Certes, le droit de vote qui leur a finalement été accordé au 20e siècle (en 1971 en Suisse) a été le commencement d'une libération plus large. Les femmes, désormais, peuvent accéder à toutes les études et toutes les professions. Mais les fondements sur lesquels se sont construites les sociétés persistent, au moins dans l'inconscient. Beaucoup d'hommes ne supportent pas que les femmes «empiètent» sur leurs domaines. Avoir une femme cheffe est, pour certains, un supplice. Des hommes de tous les milieux exercent leur pouvoir sur leur femme pour les opprimer, les soumettre, en exerçant une violence psychologique et physique. Une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son compagnon. Au travail règnent le mobbing et le harcèlement sexuel. Les suites de l'affaire Weinstein ont montré que le harcèlement sexuel envers les jeunes comédiennes relève d'un véritable système, qui sévit aussi dans d'autres professions. Si les femmes se révoltent, parlent, portent plainte, elles se retrouvent seules, vilipendées non seulement par le harceleur, mais par les collègues, hommes et femmes, la hiérarchie, la société... Les procès, quand ils aboutissent, sont de nouvelles épreuves, les harceleurs et violeurs rarement punis, ou si peu. Comme si des pans de la société ne supportaient pas que les femmes «sortent du rang», parce que cela remet en cause sa base même. Je suis persuadée que l'agression qu'ont subie récemment les cinq femmes à Genève, en sortant d'une boîte de nuit, relève de ce réflexe de défense. Comme les vociférations de Trump. Combien de temps faudra-t-il encore pour que tous les humains soient respectés?

En attendant, nous pouvons aller manifester à Berne samedi 22 septembre. Plus nous serons nombreux et nombreuses, mieux nous nous ferons entendre.

Huguette Junod

Manifestation nationale pour l'égalité et contre les discriminations samedi 22 septembre, 13h30, à Berne. Un train spécial et gratuit partira de Genève à 11h02 et s'arrêtera à Nyon, Morges, Lausanne et Fribourg. Arrivée à Berne à 13h34.

